Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2014)
Heft: 1

Artikel: Syrie : a quand la fin des hypocrisies?
Autor: Garcia, Yves
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-781102

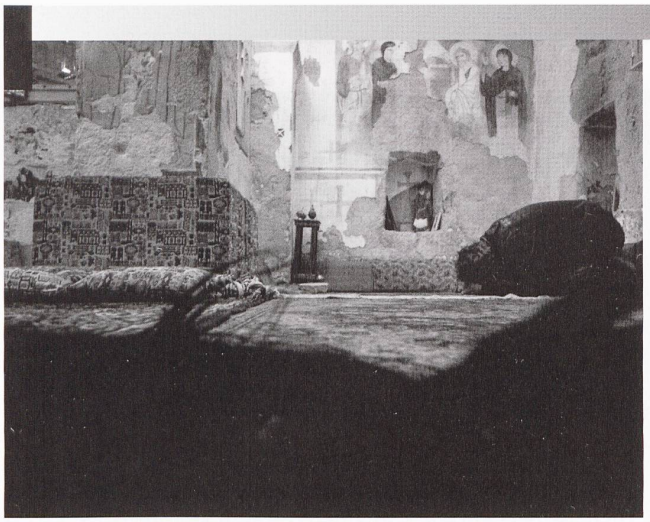
Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch



Toutes les photos © Auteur.

International

Syrie : A quand la fin des hypocrisies ?

Yves Garcia

Rédacteur adjoint, RMS+

Afin de comprendre la situation en Syrie et pourquoi elle nous a été présentée comme elle l'a été, il faut passer par la question iranienne et celle des alliés des Etats-Unis dans la région, permettant ainsi d'expliquer comment la Syrie est devenue un véritable terrain des hypocrisies.

Sur le plan communautaire, la Syrie est un pays pluraliste composé d'une majorité sunnite, mais surtout de minorités qui sont essentiellement des sous-branches du chiisme. Ces dernières comprennent les alaouites,[1] dont fait partie la famille Assad, mais également les ismaéliens et les druzes. A eux s'ajoutent les musulmans sunnites non-arabes représentés par les Kurdes et leur branche yézidiste. Finalement, les chrétiens, latins et orthodoxes, ainsi qu'une petite minorité de juifs sont également présents.

Quelles sont donc les principales alliances et lignes de divisions de la crise syrienne ?

D'un côté se trouve principalement la Syrie, mais surtout l'Iran (chiite), qui soutient le gouvernement de Bachar el-Assad.[2] De l'autre se trouvent surtout, mais pas uniquement, l'Arabie Saoudite (sunnite), Israël et les Etats-Unis.[3] Toutefois, afin de comprendre les évènements qui secouent la Syrie, c'est un détour par la question iranienne qui est indispensable.

En effet, l'Arabie Saoudite et Israël, alliés sur la question iranienne, ne veulent pas voir l'Iran devenir une puissance régionale, que ce soit au niveau économique, politico-religieux, militaire ou, pire encore, les trois.

L'aspect économique pose un problème à l'Arabie Saoudite étant donné que l'Iran est son principal rival dans l'exportation d'hydrocarbures dans la région. D'ailleurs, à l'heure où ces lignes sont écrites, un vent de panique souffle sur le royaume saoudien suite au traité signé à Genève entre l'Iran et les P5+1.

Au niveau politico-religieux, l'ascension de l'Iran au rang de puissance régionale serait problématique pour l'Arabie Saoudite, surtout maintenant que l'Irak est aux mains des chiites.

Au niveau militaire, l'Arabie Saoudite comme Israël ne sont pas confortables avec l'idée d'avoir comme voisin un pays de la taille de l'Iran qui soit militairement puissant et compétent, voire possédant l'arme nucléaire. Si l'Arabie Saoudite devait rapatrier sa bombe du Pakistan, c'est surtout Israël qui verrait son statut d'unique puissance nucléaire de la région contesté.

Qu'en est-il donc des Etats-Unis? Ils sont simplement les alliés des saoudiens et des israéliens. Toutefois, les implications sont énormes et doivent donc être soulignées avant de se plonger dans les détails du cas syrien.

Arabie Saoudite, Israël et Etats-Unis : le paradoxe des alliances

Le premier paradoxe est que, noyé dans un océan arabe et sunnite, l'Iran est l'allié naturel d'Israël. Malheureusement, dans sa tentative de s'attirer les faveurs des sunnites et du monde arabe en utilisant la cause palestinienne au travers du Hezbollah, comme de ses déclarations hostiles envers Israël, l'Iran a fait l'erreur de sous-estimer les réactions que peuvent générer toutes gesticulations à l'encontre de l'Etat d'Israël, sans oublier leurs récupérations habiles qu'en fait le *lobby* israélien entre Paris et Washington.

Mais le paradoxe des alliances atteint son paroxysme avec le pacte du Quincy entre les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite. A la base une simple tribu de bédouins adroite et belliqueuse, le hasard de l'histoire fait que la tribu des Saoud se retrouve assise sur la première réserve de pétrole au monde. Lorsque le pacte est scellé le 14 février 1945 et renouvelé en 2005, c'est un pacte entre un Etat et une famille qui est signé. Les Etats-Unis signent donc leur dépendance envers le pétrole saoudien et, par extension, envers les intérêts de la famille Saoud ; et même si cela va potentiellement au détriment des Etats-Unis, l'intérêt de la famille Saoud réside dans des relations problématiques entre Téhéran et Washington.

Arabie Saoudite, frères musulmans et Etats-Unis: les réalités qui dérangent

Contrairement au régime jordanien, le régime saoudien n'a pas de lien légitime avec l'Islam. Toutefois, s'il est contesté, il ne l'est que discrètement, du moins d'un point de vue occidental. En effet, l'approche du régime n'a pas changé depuis des décennies: être le plus orthodoxe possible afin que l'on ne puisse pas remettre en question sa légitimité.
Tout va bien dans le meilleurs des mondes jusqu'au jour où une partie de sa bourgeoisie formée d'immigrants du monde arabe, celle qui a littéralement construit l'Arabie Saoudite, demande plus de pouvoir au régime saoudien. Comme toute monarchie qui se respecte, les Saoud refusent.
Refoulée, cette bourgeoisie décide de s'attaquer au régime saoudien en étant plus royaliste que le roi. Elle va donc s'inspirer des théories du frère musulman Sayyid Qotb et de ses « Jamaâ Islamiyyah, » c'est-à-dire des bandes / gangs islamiques. Les actions violentes commencent avec l'attaque de la mosquée de la Mecque en 1979 et continuent en visant principalement les symboles du régime saoudien et de son alliance avec les Etats-Unis. A ce sujet, il est donc intéressant de rappeler que Oussama Ben Laden était issu d'une famille bourgeoise yéménite, établie de longue date en Arabie Saoudite.
Le paradoxe ultime et la source d'innombrables théories du complot débilitantes est qu'afin d'appuyer sa légitimité, l'Arabie Saoudite va financer à tour de bras les organisations musulmanes en Occident qui sont dirigées par nul autre que les frères musulmans.
Finalement, la cerise sur le gâteau, renforçant par la même occasion les théories susmentionnées, reste la constante utilisation que les Etats-Unis ont faite des fondamentalistes islamistes durant la guerre froide, là où un dictateur ne faisait pas l'affaire. Du Proche-Orient à l'Asie du Sud Est, ces fondamentalistes ont également été financés par l'Arabie Saoudite qui, dans sa stratégie habituelle, gagnait des points tout en se débarrassant de ces éléments perturbateurs.
S'il y a donc une chose à retenir du Moyen-Orient, des accords Sykes-Picot à la Déclaration Balfour en passant par le pacte du Quincy jusqu'à aujourd'hui, c'est bien la notion que, sur le long terme, les ingérences finissent mal.

Adapté d'Alain Chouet, *Au cœur des services spéciaux. La menace islamiste: fausses pistes et vrais dangers*, La Découverte, Paris, 2013.

Syrie : Terrain des hypocrisies

Qu'en est-il donc de la Syrie ? Son alliance avec l'Iran à part, la Syrie est un pays qui a toutes les tares, particulièrement d'un point de vu occidental. Son idéologie baasiste est un mouvement marxiste-nationaliste (pan)arabe.[6] Damas est donc naturellement proche de Moscou durant la guerre froide. La Syrie semble être d'ailleurs considérée comme suffisamment importante par les Etats-Unis pour y tenter deux coups d'Etat, l'un en 1956 et l'autre en 1957. La Syrie fera également face à Israël, porte avion du « monde libre » au Moyen-Orient ; pays qu'elle n'a d'ailleurs toujours pas reconnu. Si on le lui reproche, on ne le reproche curieusement pas à l'Arabie Saoudite qui n'a toujours pas reconnu l'Etat d'Israël.
En 1976, l'intervention syrienne au Liban est perçue comme une ingérence, même si elle s'est faite avec l'aval, voire à la demande du président libanais Suleiman Frangié. Quatre ans plus tard, la Syrie soutient l'Iran lors de la guerre Iran-Irak alors que les Etats-Unis et l'Occident soutiennent Saddam Hussain. Lorsque ce dernier envahit le Koweït, les Etats-Unis remplissent leur part du marché signé sur le Quincy et protègent la famille Saoud et ses intérêts en hydrocarbures. La Syrie participera à la coalition aux côtés des Américains.
Plus proche de nous, l'utilisation de la Syrie comme couloir logistique entre l'Iran et le Liban au bénéfice du Hezbollah n'arrange rien, tout comme l'assassinat en 2005 de l'ex-premier ministre libanais Rafic Hariri à Beyrouth, qui sera faussement attribué à Damas.
A l'intérieur du pays, la situation n'embellit en rien la perception que l'on peut avoir de la Syrie. Pour quiconque y mis les pieds, la Syrie est loin d'être une « dictature modèle, » mais l'on est également loin du goulag à ciel ouvert qu'est la Corée du Nord.
L'élection/passation de pouvoir de Hafez el-Assad (père) à Bachar el-Assad (fils) amène un espoir de réformes où l'opposition a bel et bien pu commencer à s'exprimer. Mais le régime prend vite peur et l'opposition se retrouve à nouveau opprimée, lorsqu'elle n'est pas supprimée. La corruption est rampante et bénéficie largement aux élites alaouites, à la vieille garde de Hafez, ainsi qu'à la bourgeoisie sunnite de Damas et Alep. C'est d'ailleurs pour cette raison que l'on retrouve aujourd'hui certaines parties de cette bourgeoisie sunnite aux côtés des forces gouvernementales syriennes.
Face aux forces gouvernementales syriennes et ses alliés, se trouvent des forces qui, depuis le début, sont entraînées, armées et financées par certains pouvoirs occidentaux disant pouvoir contrôler où vont leurs armes et leurs fonds.[7] Mais ces forces sont également supportées par

l'Arabie Saoudite qui s'avère beaucoup moins regardante sur la destination de ses aides.[8]
Malgré tout ce que l'on a pu lire, entendre et voir au sujet de l'opposition, même si elle est hétérogène, qu'elle soit à majorité pluraliste ou composée de fondamentalistes islamistes sunnites, les minorités, elles, semblent avoir choisi. En effet, au vu des collusions occidentales dans le cas syrien, pour les forces proches du régime, c'est Bachar ou la mort. Pour une fois (ou une fois de plus), la paranoïa orientale vis-à-vis de l'Occident s'est révélée être fondée : en atteste le fait que tous les coups ont été permis afin de présenter le cas syrien comme il l'a été. En voici un tour d'horizon.

L'OSDH

L'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme (OSDH), avec son acronyme faisant penser à un organe officiel de l'ONU, est la source mentionnée dans la majorité des médias occidentaux *ad nauseam,* y compris par notre propre télévision publique. Pourtant, l'OSDH est un « one man show » dirigé par un frère musulman qui est passé par les geôles syriennes ; on aura vu moins biaisé.[9] Si, en effet, les médias n'ont pas beaucoup d'informations concernant la Syrie, aucun média, à quelques rares exceptions près, n'a mentionné l'origine de l'OSDH.

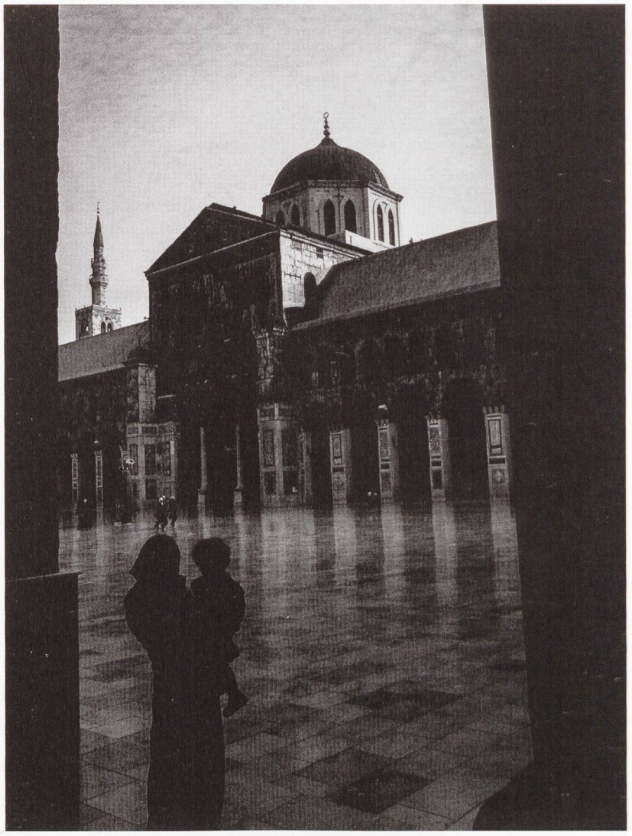
Armes chimiques et « Responsabilité de protéger (R2P) »

Il est vrai qu'en regardant les choses de haut, on a vite tendance à réduire les hypocrisies politiques et autres doubles-standards aux aléas des relations internationales ; surtout en Occident. Mais les principaux concernés, eux, s'en souviennent.
Lorsque la communauté internationale s'indigne de l'utilisation potentielle d'armes chimiques par le régime de Bachar el-Assad ; ceux qui le supportent se rappellent de la guerre entre l'Iran et l'Irak, des armes chimiques utilisées par Saddam Hussein, des dizaines de milliers de morts et, surtout, du silence éloquent de la communauté internationale d'alors.Difficile donc de prendre le principe de *Responsibility to Protect (R2P)* pour autre chose qu'un outil permettant de justifier diverses interventions au gré des intérêts des uns et des autres.

Ce sont « *des plaidoyers, pas du renseignement* »

Mais la confirmation de ce qui ressemble trop à un processus de désinformation nous vient du monde du renseignement. Dans un premier temps, la fameuse lettre d'information en sources ouverte *NightWatch* qualifie les rapports occidentaux sur l'utilisation de gaz de combat en Syrie comme étant des « plaidoyers » et non pas du renseignement.[10]

Toutefois, l'étendue du problème n'est révélée quel lorsque des analystes se préparent à démissionner en masse, menaçant de rendre publique leurs divergences avec la Maison Blanche. En effet, cette dernière considérait les conclusions des analystes « insatisfaisantes » étant donné que ces dernières « concédaient qu'*il n'y avait pas de preuves concrètes d'utilisation d'armes chimiques par le régime* » et que « les preuves *du rôle du gouvernement syrien* était *sujettes à interprétation, voire* étaient *peut-être même fabriquées.* »[11]



Conclusion

On ne peut donc qu'espérer que la signature du traité entre l'Iran et les P5+1 continue sur sa lancée. Mais on peut surtout espérer que les États-Unis ne tomberont pas dans les pièges de leurs alliés israéliens et saoudiens et qu'ils arrêteront, enfin, de s'allier avec des partenaires qui leurs posent tant de problèmes. Quant à l'Union Européenne, il faudrait également qu'elle apprenne à se débrouiller sans ses alliés américains.
En effet, en suivant les Etats-Unis et leurs alliés dans leur aventure, l'Europe a été le plus gros perdant et le sera si le traité entre l'Iran et les P5+1 venait à échouer. S'il s'agit encore d'une histoire de gaz, celui-ci est moins nocif car il s'agit d'un gazoduc qui commencerait dans les champs de Pars en Iran, passerait par la Syrie, le Liban et pourrait arriver aux portes de l'Europe *via* la mer Méditerranée.[12]

Y. G.

Références

Alain Chouet, *Au cœur des services spéciaux. La menace islamiste : fausses pistes et vrais dangers*, La Découverte, Paris, 2013.

CF2R / Alain Rodier, Note de réflexion n°14, « Syrie/France : soyons un peu raisonnables, » août 2012.

CF2R / Alain Rodier, Note d'actualité n°309, 314, 324, 325, 331 et 334, période d'avril à novembre 2013.

CF2R / Eric Denécé, Editorial n°32, « Intervention en Syrie : la recherche d'un prétexte à tout prix, » septembre 2013.

CF2R, « Syrie : une libanisation fabriquée, » janvier 2012.

CIA World Factbook, « Syria ».

Fawwaz Traboulsi, « *A History of Modern Lebanon*, » Pluto Press, 2007.

Kforce, « *NightWatch*, » 4 septembre 2013, 4 novembre 2013, 5 novembre 2013, 8 novembre 2013 et 19 novembre 2013.

Les clés du Moyen-Orient / Allan Kaval, « Kurdes : l'autre visage du conflit syrien, » 18 octobre 2013.

Les clés du Moyen-Orient / Yara El Khoury et Anne-Lucie Chaigne-Oudin, « Guerre civile libanaise, » 25 octobre 2010.

Philip Giraldi, « Quitting over Syria, » *The American Conservative*, 13 novembre 2013.

William R. Polk, « Understanding Syria, » 6 novembre 2013.

Notes

1 Aussi appelés « nosaïris. »

2 On y trouve également la Russie et la Chine. Si le premier profite du désengagement américain de la région, le second essaye d'éviter à tous prix les ingérences occidentales suite à l'intervention en Lybie.

3 On y trouve également le Qatar, profitant de luttes de successions au sein de la famille saoudienne pour se faire une place dans la région, ainsi que la Turquie.

4 Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le régime saoudien a demandé de l'aide à la France et non pas aux Etats-Unis pour résoudre la crise (la France enverra le GIGN).

5 Même si constamment ressassé, le cas afghan n'est de loin pas le seul.

6 Fondé par Michel Aflak (un chrétien de Damas), Salah al-Din al-Bitar (un sunnite de Damas) et Zaki al-Arzouzi (un alaouite de Lattquié), ils ont tous fait école à Paris auprès de leurs anciens administrateurs et colonisateurs.

7 Notablement les États-Unis, la Grande Bretagne et la France.

8 Plus récemment, les services de renseignements saoudiens (GID) semblent essayer de faire passer l'idée d'une « armée de l'Islam » financée par elle et entraînée par son homologue pakistanais (ISI) ; potentiellement une catastrophe en devenir avec des répercutions qui feront passer pour une vraie partie de plaisir le « blowback » du financement et entraînement d'une force similaire en Afghanistan contre l'URSS.

9 CF2R, « Syrie : une libanisation fabriquée, » janvier 2012, p. 33.

10 Kforce, « NightWatch, » 4 septembre 2013.

11 Philip Giraldi, « Quitting over Syria, » The American Conservative, 13 novembre 2013.

12, « Iran, Iraq, Syria sign major gas pipeline deal, » *Teheran Times*, 25 juillet 2011.